



Rapport Financier Annuel

Exercice clos le 31 décembre 2010

Coheris

22 quai Gallieni

92150 Suresnes

Tél. : +33 (0)1 57 32 60 60

Fax : +33 (0)1 57 32 62 00

Coheris 

www.coheris.fr

Société Anonyme au capital de 2 245 230 euros - 399 467 927 RCS Nanterre - Siège social : 22, quai Gallieni 92150 Suresnes

Préambule

Le présent rapport financier comprend :

- les comptes consolidés du groupe Coheris établis selon les normes IFRS pour l'exercice 2010 ainsi que le rapport des Commissaires aux Comptes y afférent,
- les comptes sociaux de la société Coheris établis selon les normes comptables françaises pour l'exercice 2010 ainsi que le rapport des Commissaires aux Comptes y afférent.

Les comptes sociaux et consolidés ont été examinés et arrêtés par Conseil d'Administration de la société Coheris le 15 mars 2011.

Sommaire

1. Attestation du Responsable du document	3
2. Rapport de gestion du groupe	3
3. Comptes sociaux	25
4. Comptes consolidés en normes IFRS	42
5. Honoraires des Commissaires aux Comptes	62
6. Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux	62
7. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	64

1. Attestation du Responsable du document

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés et les comptes sociaux présentés dans le présent Rapport Financier Annuel 2010 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et le rapport de gestion ci-joint, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Suresnes, le 29 avril 2011

Fabrice ROUX,

Président Directeur Général.

2. Rapport de gestion du groupe

Etabli par le Conseil d'Administration et présenté à l'Assemblée Générale Mixte du 22 juin 2011

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réuni en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société et de ses filiales durant l'exercice clos le 31 décembre 2010 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports des Commissaires aux Comptes.

1.1. Activité du groupe

1.1.1. Situation de Coheris et évolution de l'activité pendant l'exercice écoulé

Après un recentrage sur son cœur de métier réalisé en 2009, l'exercice 2010 a permis de renforcer les fondamentaux du Groupe autour de ses offres et son organisation.

Nous avons continué à appliquer notre politique volontariste de baisse des coûts afin d'adapter ces derniers à la dimension et aux ambitions de Coheris.

Outre les différents points de vigilance sur les divers coûts de structure, nous avons résilié le bail arrivant à échéance pour le site de Cergy et mis à disposition des équipes un site plus

opérationnel et surtout plus adapté au nombre de collaborateur présents. L'économie réalisée est de l'ordre de 90 K€.

L'évolution et l'ouverture du CRM vers les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, ...) est une orientation stratégique du marché pour les prochaines années selon les cabinets d'analystes comme le Gartner ou le CXP. Partant de ce constat, Coheris a participé, en décembre 2010, à une augmentation de capital de la société Jeemeo. Cette prise de participation minoritaire (investissement de 190 K€ représentant 15,8 % du capital après augmentation) est la suite logique du contrat de partenariat commercial conclu en mars 2010 avec cette même société Jeemeo. Cette association permet à Coheris d'intégrer dans son offre une brique axée sur le « Social CRM ».

Dans une année fortement marquée par le contexte de crise économique, le Groupe Coheris clôture son exercice 2010 avec un chiffre d'affaires de 21 427 K€, globalement stable par rapport à 2009 (21 404 K€).

Le résultat opérationnel courant est quant à lui en hausse de 12 % par rapport à 2009 et ressort à 1 970 K€.

Le résultat opérationnel s'établit à 1 785 K€ en baisse de 26 % par rapport à 2009 qui avait pris en compte le résultat des activités cédées au cours de cet exercice.

Le résultat net ressort à 1 298 K€ contre 1 617 K€ au titre de 2009.

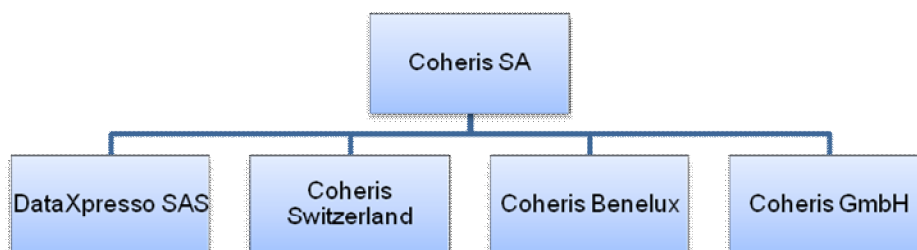
1.1.2. Activité des filiales

Afin de rendre conforme l'organigramme juridique du Groupe à l'organisation actuelle des activités tout en le simplifiant, des opérations de Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) ont été mises en œuvre fin 2009 avec effet au 1^{er} janvier 2010.

Ces opérations ont porté sur les sociétés suivantes qui étaient détenues à 100 % par Coheris SA :

- Coheris Rhône-Alpes,
- Coheris Harry,
- Coheris FDV.

A l'issue de ces opérations, l'organigramme du Groupe est le suivant :



Toutes les filiales de Coheris sont détenues à 100% par Coheris.

Les sociétés sont liées par des contrats ou conventions de quatre types :

- des conventions d'assistance technique, par lesquelles Coheris SA apporte aux filiales des prestations de service dans les domaines suivants : communication et marketing, commercial, administratif et financier. Ces conventions font l'objet de facturations sur la base des besoins des filiales. En 2010 les facturations à ce titre se sont élevées à 66 K€ (814 K€ en 2009).
- des contrats commerciaux ou des commandes portant sur les cessions de licences ou la fourniture de services. En 2010, les facturations de Coheris se sont élevées à 27 K€ (784 K€ en 2009). Les filiales ont facturé 81 K€ à Coheris (559 K€ en 2009).
- un contrat de distribution de licences et de maintenance entre la société DataXpresso et Coheris SA (Ex Spad). En 2010, la facturation de DataXpresso à Coheris s'est élevée à 1 032 K€ (1 031 K€ en 2009).
- une convention de sous-location de locaux entre la société DataXpresso et Coheris SA pour un montant de 108 K€.

Le tableau des filiales et participations de l'annexe de Coheris SA donne des informations relatives à l'activité et aux résultats des filiales de la société, informations complétées par les éléments ci-dessous.

Coheris Switzerland

Coheris Switzerland, installée à Zurich, exerce une activité de vente et d'intégration de logiciels Coheris auprès de grands comptes en Suisse, en Allemagne et en Italie.

Le chiffre d'affaires 2010 s'élève à 208 K€ contre 361 K€ en 2009, soit une baisse de 42 %. La marge opérationnelle ressort à 35 K€ en 2010 contre - 30 K€ en 2009.

L'effectif de la société est d'un consultant et a été constant sur l'exercice 2010.

DataXpresso

DataXpresso est éditeur de logiciels de Data Mining et de Data Quality Management. Ces logiciels sont commercialisés et intégrés par la société anciennement dénommée SPAD qui a fusionné avec Coheris SA au cours de l'exercice 2007.

En 2010, DataXpresso a réalisé un chiffre d'affaires de 1 032 K€ contre 1 031 K€ en 2009. Le résultat opérationnel ressort à 191 K€ contre 433 K€ en 2009.

Au cours de l'exercice 2010, DataXpresso fait l'objet d'une condamnation pour un montant 116 K€ devant la cour d'appel de Versailles dans le cadre d'une procédure l'opposant à un ancien salarié. La société n'a pas souhaité se pourvoir en cassation.

L'effectif de la société est de 7 personnes et a été constant sur l'exercice 2010.

Coheris Benelux et Coheris Gmbh

Ces deux sociétés n'ont plus d'activité commerciale directe et n'ont plus de personnel sur place. Des clients actifs restent toutefois liés sous forme de contrat de maintenance. Ces contrats sont gérés par les équipes techniques, administratives et commerciales de Coheris SA. Pour des questions de rationalisation et d'optimisation administrative et commerciale, les fonds de commerce ont été transférés à Coheris sous forme de location gérance.

A l'issue de l'exercice 2010, les capitaux propres de la société Coheris Benelux sont redevenus positifs. Coheris a l'intention de maintenir cette structure en activité et a à ce titre adressé une lettre de confort à la banque de Coheris Benelux sans limitation de temps ni de durée.

1.1.3. Évolution récente et perspectives 2011

1.1.3.1. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement pouvant avoir une incidence significative sur les comptes n'est intervenu après la date de clôture.

1.1.3.2. Perspectives

En 2011, bien que le contexte de crise économique actuelle rende difficile les prévisions en raison de l'attentisme et du manque de visibilité sur les marchés, Coheris vise néanmoins une croissance de son activité.

La stratégie, engagée depuis 2009, est d'ancrer le business modèle de Coheris sur le métier d'Editeurs de Logiciels. Pour 2011, les axes d'investissements et de développements seront les suivants :

- investissements importants en marketing autour à la fois des produits mais également de l'image et la notoriété de Coheris comme acteur significatif sur l'édition de logiciels de CRM, BI et Datamining,
- intégration encore plus forte des offres logiciels comme par exemple le CRM prédictif qui intègre au CRM les outils et modèles de Datamining afin d'analyser et prédire les comportements futurs des consommateurs,
- renforcement de sa politique des ventes indirectes et des partenariats avec des intégrateurs et distributeurs afin de développer les ventes de licences et de maintenance,
- maintien d'un niveau élevé d'investissements en R&D afin de disposer en permanence de produits « up to date » et répondant aux besoins et aspirations du marché,
- le lancement de nouvelles versions enrichies sur le plan technique mais également fonctionnel.

Les activités de Recherche et Développement se sont poursuivies au cours de l'exercice tant chez Coheris SA que dans sa filiale DataXpresso. Ces travaux sont la suite des programmes de recherche engagés avec l'ANVAR depuis 1997 et portent sur le développement des progiciels commercialisés : notamment les différentes versions de Coheris CRM, Coheris Liberty (BI), Coheris SPAD (Datamining).

Ils mettent en œuvre des technologies relatives aux systèmes de gestion de bases de données (relationnelles et vectorielles), aux serveurs d'applications et aux environnements de développement en architecture N-tiers.

Les activités de Recherche et Développement de Coheris se déclinent au travers de différentes missions. Il s'agit en phase amont du cycle de vie des progiciels, de travaux qui portent sur l'abstraction des besoins exprimés. Cette phase a pour objectif une mise en œuvre qui permet de conserver l'aspect générique de la solution. La phase amont inclut également la réalisation de prototypes destinés à des validations techniques et technologiques. Une partie de l'activité est également consacrée au développement, activité qui porte à la fois sur des fonctions génériques, pour enrichir les socles de développement, et sur des fonctions métier. Ces travaux font l'objet d'une phase complémentaire d'industrialisation destinée à conférer, en plus d'une compatibilité avec les socles technologiques, des qualités de robustesse et de performance aux progiciels. De manière

permanente et transverse, une partie des activités de Recherche et Développement est consacrée à la veille technologique et à l'amélioration des aspects « qualité » des travaux.

C'est ainsi qu'au cours de l'exercice 2010 les travaux ont principalement porté sur :

- Les versions 5.0 et 5.1 de Coheris CRM for the Web. La version 5 voit la généralisation des évolutions sur le plan ergonomique à l'ensemble de l'interface utilisateur de l'application. Cette version comprend également la mise en œuvre d'une solution pour des utilisateurs nomades. La version 5.1 apporte des nouveautés autour de la gestion des équipes commerciales et du catalogue des produits. Des composants de Coheris SPAD ont été intégrés dans cette version, lui conférant des capacités de CRM prédictif. En complément des procédures existantes, un moteur de workflow permettant de modéliser vos processus métiers de manière plus fine a été réalisé. Enfin, les fonctions de recherches sont enrichies à la fois vers d'autres bases de données et avec d'autres possibilités telle que la recherche plein texte y compris dans les documents générés par Coheris CRM.
- Les versions spécialisées de Coheris CRM for the Web. Coheris CARE est une édition qui intègre des fonctionnalités métier destinées aux services clients ainsi que la partie reporting correspondante, et peut être mise en œuvre sans étape de paramétrage. Les travaux ont également commencé sur l'édition Coheris SALES, destinée à des forces de ventes sédentaires. Ces éditions sont disponibles à la fois en mode Premice et en mode SaaS.
- Coheris Trade 4.0 a été réalisée avec des évolutions du modèle de données à des fins d'amélioration de performances, la réalisation d'interface de synchronisation avec les systèmes de messagerie, la mise en place d'un système permettant aux intégrateurs de compléter les règles de gestion à l'aide d'un langage interne et de nombreuses fonctionnalités métier accompagnées des aspects reporting. Le développement de la version 4.1 a également été initialisée avec pour objectif principal des optimisations du fonctionnement en architecture Web.
- Coheris Liberty, offre de Coheris dans le domaine de la Business Intelligence. Les travaux ont porté sur la finalisation de deux nouveaux packages. Le premier, Coheris Insight, destiné aux utilisateurs disposant d'une connaissance leur permettant de réaliser de manière autonome et à l'aide d'une interface utilisateur extrêmement intuitive, leurs propres analyses et tableau de bord en mode full web. Le second Coheris Studio permet de créer rapidement des rapports allant du listing de base au catalogue sophistiqué, du document jetable au rapport diffusé en masse. C'est un outil autonome, capable d'accéder à toutes les sources de données : bases relationnelles, OLAP, fichiers Excel, etc.
- La version 7.4 de Coheris Spad. Pour cette version, les efforts ont porté sur les points suivants :
 - la création d'une information intelligente, la sélection automatique de l'information pertinente. Par ailleurs, un composant serveur permet le déploiement automatique des règles des modèles prédictifs dans les bases de données opérationnelles.
- Sur le plan de l'Industrialisation de Coheris Trade, des efforts conséquents ont été réalisés pour améliorer sensiblement la couverture des tests, avec notamment l'externalisation d'une partie de l'exécution des tests. Cet effort a permis d'obtenir une nette amélioration de la qualité de la version du logiciel. Cette mesure a également permis de prendre en charge la validation sur de nouvelles plates-formes.

Le montant des frais de R&D immobilisés, hors frais de gestion, impact du CIR, frais de supervision et autre frais indirects s'élève à 2 632 K€ sur le groupe Coheris contre 2 801 K€ en 2009. L'effectif affecté à la recherche et au développement sur les produits est de 60 personnes.

Au titre de l'exercice 2010, les sociétés Coheris SA et DataXpresso ont bénéficié d'un Crédit d'Impôt Recherche 543 K€ autour de projets de recherche innovants dans les développements d'applications de CRM, de Business intelligence et de Datamining et leur intégration entre elles.

Le tableau ci-dessous présente les caractéristiques et les contributions comptables des principaux programmes de R&D engagés par le groupe.

Domaine	Valeur nette au 31/12/2009	Frais de R&D capitalisés sur la période	Amort. de la période	Diminution	Valeur nette au 31/12/2010
CRM – Gestion du service client	1 732	1 247	1 053		1 935
CRM – Gestion des forces de ventes	1 191	573	726		1 039
Business Intelligence	935	586	576		945
Datamining	593	225	387		431
Helpdesk, Portail, Internet	8		8		
Impact du Crédit Impôt Recherche	-892	-543	-576		-856
	3 567	2 088	2 174		3 481

1.1.4. Faits exceptionnels et litiges

Les litiges ont fait l'objet de provisions en fonction du risque estimé.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litige dont le risque envisagé nécessiterait un provisionnement supplémentaire dans les comptes au 31/12/10.

1.1.5. Principaux facteurs de risques

Les risques auxquels la société peut être confrontée sont présentés ci-dessous (les chiffres sont présentés en K€ sauf indication contraire) :

Risque client

Coheris a plus de 1200 clients toutes activités confondues. Les 10 clients les plus importants représentent 37 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Dans ces conditions, Coheris, n'est pas dépendant d'un client particulier.

En ce qui concerne les risques de défaillance financière, les clients de Coheris sont essentiellement des grandes entreprises qui ne présentent pas de risque de ce type.

Risque de taux

Échéancier des actifs et des dettes financières.

	A 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà
Actifs financiers	6 338	392	
Passifs financiers	-326	-35	
Position nette avant gestion	6 012	357	
Hors bilan			
Position nette après gestion	6 012	357	

1 point de variation des taux court terme impliquerait une variation de 63 K€ des produits financiers nets de frais sur l'exercice à venir. Le coût de l'endettement financier net s'est élevé à -32 K€ sur l'exercice 2010. De part sa faible exposition au risque de taux, la société n'a pas jugé utile de mettre en place de méthode de gestion de ce risque.

Risque de change

L'exposition du Groupe au risque de change est constitué principalement des ventes négociées en CHF avec les clients de la société Coheris Switzerland diminuées des dépenses et d'éventuels investissements et remboursements d'emprunts dans cette devise.

La position nette des actifs réalisables diminuée des passifs exigibles au 31/12/2010 est de 132 KCHF.

Compte tenu de cette faible exposition en devise, la société n'a pas mis en place de méthode de suivi et de gestion de ce risque.

Risque de liquidités

Tableau synthétique recensant l'ensemble des dettes financières auprès d'établissement de crédit par catégorie, par devise :

Type d'emprunt	Montant initial	Échéance	Nature du Taux	Existence de couvertures	Capital restant dû au 31/12/2010
Emprunt bancaire	150	2013	Fixe	NON	58
Emprunt bancaire	125	2011	Fixe	NON	16
Découvert bancaire	0	Na	Na	Na	
Total	275				74

Par ailleurs, la société dispose d'une trésorerie de 6 338 k€ au 31/12/2010, par conséquent le risque de liquidités est non significatif.

1.1.6. Situation de trésorerie et d'endettement

La trésorerie disponible et équivalents de trésorerie s'élevaient à 6 338 K€ contre 5 488 K€ au 31/12/2010.

Les dettes financières à moins d'un an s'élevaient à 326 K€. Les dettes financières à plus d'1 an s'élevaient à 35 K€.

La dette financière totale représente ainsi 361 K€ dont 114 K€ auprès des établissements de crédit. Le solde est essentiellement constitué de réserves de participation. Elle représente 2 % des capitaux propres du Groupe. La société est en situation de trésorerie nette positive de 5 977 K€ au 31/12/2010 contre 4 900 K€ à fin 2009.

Les flux de trésorerie générés par l'activité s'élevaient à 3 564 K€ sur l'exercice contre 7 392 K€ en 2009. Cette diminution provient essentiellement de la variation de BFR qui est à l'équilibre sur 2010 contre une variation de + 3 911 en 2009 qui était liée à un effet de base (cession des activités « global services » en septembre et variation du flux de facturation sur le 4^{ème} trimestre sur l'activité édition de logiciels) et au recentrage du suivi de l'encaissement des créances clients. Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements sont de - 1 795 K€ contre - 2 254 K€ en 2009. Il s'agit d'investissements en immobilisations corporelles et incorporelles (production immobilisée principalement) pour - 2 164 K€, d'acquisitions d'immobilisations financières pour - 208 K€ et des produits liés aux cessions d'actifs pour 577 K€. Les flux de trésorerie liés aux opérations de financement sont de - 923 K€ dont - 318 K€ d'opérations sur actions propres et - 542 K€ de paiement de dividendes. La variation de trésorerie sur l'exercice s'élève ainsi à 846 K€ pour l'exercice 2010.

1.1.7. Politique sociale et environnementale

L'activité du Groupe n'entraîne pas d'impact spécifique sur l'environnement.

En 2010, la société a poursuivi la mise en œuvre de sa politique sociale : les collaborateurs du groupe bénéficient d'un budget d'œuvres sociales, d'un plan d'épargne d'entreprise, d'une participation des salariés aux bénéfices de l'entreprise dans les sociétés du groupe de plus de 50 salariés, d'un plan d'intéressement et de plans de stock options.

La société a poursuivi son action en matière d'environnement, pour le protéger, le préserver et le mettre en valeur, en luttant notamment contre le gaspillage, en appliquant au quotidien le tri et le recyclage des déchets, et en sensibilisant ses salariés dans les activités de bureau.

1.1.8. Montant de certaines charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts (Coheris SA)

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous portons à votre connaissance que 32 983 € de charges visées à l'article 39-4 dudit code ont été comptabilisées dans les comptes de Coheris SA au cours de l'exercice 2010.

1.2. Présentation des comptes consolidés

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100 du Code de commerce, nous vous présentons ci-après les comptes consolidés de l'exercice écoulé que nous soumettons à votre approbation.

1.2.1. Comparabilité des comptes

Depuis le 1^{er} janvier 2005 les comptes consolidés sont établis conformément aux normes et interprétations IFRS adoptées par l'Union Européenne.

Le périmètre de consolidation a évolué comme suit entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010 :

Acquisition de 15,8 % de la société Jeemeo le 21 décembre 2010 par la souscription d'une augmentation de capital. Coheris disposant d'un siège au Conseil de Surveillance de la société et étant liée avec les autres actionnaires par un pacte d'associés, une influence réelle est exercée sur cette filiale dont la participation est minoritaire. Au 31 décembre 2010, elle a donc été consolidée par application de la méthode de mise en équivalence.

1.2.2. Examen des comptes consolidés

Bilan Consolidé

Au 31/12/2010, l'actif non courant s'établit à 12 730 K€ contre 13 081 K€ au 31/12/2009. Cette diminution provient essentiellement de la variation du poste « Dépôts et cautionnements » lié aux locaux.

L'actif courant est de 16 572 K€ contre 18 169 K€ au 31/12/2009. Cette variation s'explique par :

- un suivi rigoureux des encaissements clients qui permet de clôturer l'exercice avec un en-cours clients de 9 156 K€ contre 10 633 K€ en 2009 soit une diminution de 1 477 K€,
- l'encaissement du solde des cessions intervenues en 2009 pour 245 K€,
- une diminution du poste charges constatées d'avance pour 288 K€,
- l'augmentation de la trésorerie et équivalent pour 850 K€.

Les fonds propres s'élèvent à 18 308 K€ contre 17 891 K€ au 31/12/2009 soit une augmentation de 417 K€ après prise en compte d'une part d'un résultat de la période de 1 298 K€ et d'autre part d'un versement de dividendes pour 542 K€.

Le passif non courant est stable et s'établit à 1 309 K€. Il inclut 35 K€ de dettes financières à plus d'un an, des provisions pour risques et charges pour 785 K€ et des passifs d'impôts différés pour 489 K€.

Le passif courant s'élève à 9 685 K€ contre 11 944 K€ au 31/12/2009. Il intègre notamment une dette financière à moins d'1 an de 326 K€, des comptes fournisseurs pour 856 K€ (en diminution de 1 024 K€ par rapport à 2009) et des produits constatés d'avance 2 986 K€, contrepartie des créances clients facturées en fin d'année 2010 mais relatives aux contrats de maintenance pour 2011.

Compte de résultat consolidé

En 2010, le chiffre d'affaires s'établit à 21 427 K€ contre 21 404 K€ pour l'exercice précédent.

Les autres produits de l'activité, comprenant principalement la production immobilisée de l'exercice et des transferts de charges, s'établissent à 3 160 K€.

Les achats et services extérieurs sont en diminution de 817K€ à 3 754 K€ résultat de la politique de réduction et maîtrise des coûts mise en œuvre à partir de l'exercice 2009 (notamment sur le poste loyer). Les charges de personnel sont relativement stable à 14 668 K€.

Les impôts et taxes s'établissent à 747 K€. Les dotations aux amortissements et provisions sont en diminution de 399 K€ à 2 909 K€ contre 3 308 K€ l'année précédente en raison notamment d'une dotation aux amortissements moins importante au titre de la production immobilisée.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 1 970 K€ contre 1 760 K€ à périmètre comparable. Après la prise en compte des autres produits et charges opérationnels pour un montant de 185 K€, le résultat opérationnel ressort à 1 785 K€ contre 2 407 K€ l'année précédente.

Le coût de l'endettement financier net est de - 32 K€ contre - 65 K€ en 2009.

Après prise en compte d'une charge d'impôt de 455 K€, le résultat net s'établit à 1 298 K€ en 2010 contre 1 617 K€ en 2009.

1.3. Présentation des comptes sociaux et affectation du résultat

1.3.1. Comparabilité des comptes

Nous vous précisons tout d'abord que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon la même présentation et les mêmes méthodes que les années précédentes à l'exception de la production immobilisée voir § 1.3.1.2. Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

1.3.1.1. Restructuration de l'organigramme juridique

Afin de rendre conforme l'organigramme juridique du Groupe à l'organisation actuelle des activités tout en le simplifiant, des opérations de Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) ont été mises en œuvre fin 2009 avec effet au 1^{er} janvier 2010.

Ces opérations ont porté sur les sociétés suivantes qui étaient détenues à 100 % par Coheris SA :

- Coheris Rhône-Alpes,
- Coheris Harry,
- Coheris FDV.

Ainsi les comptes de Coheris SA intègrent depuis le 1^{er} janvier 2010 et la réalisation des TUP l'ensemble de l'activité et des coûts des sociétés Coheris FDV, Coheris Harry et Coheris Rhône-Alpes.

1.3.1.2. Changement de méthode comptable

Coheris appliquant la méthode préférentielle qui consiste à activer les frais de développement répondant aux critères d'activation énoncés dans le Plan Comptable Général (alors que les frais de développement étaient intégralement comptabilisés en charges dans les comptes des sociétés absorbées), il a été procédé à l'harmonisation des méthodes après les opérations de TUP. Conformément à l'Avis 2005-C du Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité, la méthode préférentielle a été appliquée aux bilans des sociétés absorbées, par assimilation aux règles des changements de méthode, de manière rétrospective en contrepartie des capitaux propres.

Les impacts de ce changement de méthode sont repris dans le tableau ci-après :

1. Reconstitution au 1^{er} janvier de l'actif net immobilisé comme si la méthode avait été appliquée précédemment par les sociétés Coheris Harry et Coheris FDV (Coheris Rhône-Alpes n'étant pas concerné) par imputation sur les capitaux propres d'ouverture :
 - Immobilisations incorporelles : 2 126 594 €
 - Report à nouveau : 2 126 594 €

2. Activation au titre de l'exercice des frais de recherche et développement engagés au cours de l'exercice :
 - Immobilisations incorporelles : 1 159 764 €
 - Production immobilisée au compte de résultat : 1 159 764 €

3. Amortissement des frais de recherche et développement par dotation au compte de résultat :
 - Sur les frais de recherche et développement antérieurs au 1/01/10 : 1 150 745 €
 - Sur les frais de recherche et développement de l'année 2010 : 151 836 €

1.3.2. Examen des comptes sociaux

Bilan

Au 31/12/2010, l'actif immobilisé s'élève à 13 107 K€ contre 16 600 K€ au 31/12/2009. Cette rubrique a été fortement impactée par les opérations de TUP évoquées précédemment. En effet, les titres de participation ont été annulés pour un montant de 11 640 K€ en valeur nette. Le poste « fonds de commerce » augmente quant à lui de 5 827 K€ correspondant aux malis de TUP des sociétés Coheris Harry et Coheris FDV qui ont été activés. Les frais de recherches et développement augmente significativement en raison de la reconstitution de l'actif immobilisé (cf. § 1.3.1.2) pour 2 126 K€ et de la production immobilisée de l'exercice pour 2 407 K€.

L'actif circulant est de 16 939 K€ contre 13 998 K€ en 2009. Cette variation provient des créances et trésorerie qui ont augmenté respectivement de 2 166 K€ et de 847 K€.

Les capitaux propres s'élèvent à 19 549 K€ au 31/12/2010 contre 16 945 K€ au 31/12/2009. Ces derniers ont principalement été impactés par le résultat de l'exercice 2010 (+ 1 433 K€) et par le versement de dividende au titre de l'exercice 2009 (542 K€)

La variation des dettes, qui s'élèvent à 9 930 K€ au 31/12/2010 contre 13 496 K€ au 31/12/2009, s'explique par la diminution des comptes courants intercos (en raison des TUP)

pour 4 436 K€, la réduction des dettes fournisseurs pour un montant de 726 K€ et dettes fiscales et sociales augmentent de 1 804 K€ (conséquence des variations d'effectifs suite aux opérations de TUP).

L'échéancier des dettes fournisseurs est le suivant :

	Total	Echu	- de 30j	entre 30j et 60j	+ de 60j
2009	1 216	334	230	512	141
2010	423	125	101	133	64

Compte de résultat

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, le chiffre d'affaires s'est élevé à 21 430 K€ contre 15 286 K€ pour l'exercice précédent, soit une décroissance de 16 %.

Le montant des traitements et salaires et cotisations sociales s'élève à 13 802 K€ contre 9 996 K€ pour l'exercice précédent en raison de l'augmentation des effectifs suite aux opérations de TUP.

L'effectif salarié moyen s'élève à 193 personnes contre 136 pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 22 759 K€ contre 17 154 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'élève à 1 449 K€ contre 163 K€ pour l'exercice précédent.

Après prise en compte des dividendes reçus des filiales pour 430 K€, le résultat courant avant impôts s'établit à 2 193 K€ contre 1 767 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel est de - 263 K€ contre 705 K€ en 2009. La variation s'explique essentiellement par le produit réalisé sur la vente des activités « Global Services ».

Après prise en compte d'un intéressement de 194 K€ et d'un IS de 803 K€ et du Crédit Impôt Recherche de 500 K€ l'exercice 2010 dégage un résultat de 1 433 K€ contre 2 138 K€ en 2009.

1.3.3. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 1 433 389,28 €.

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

Résultat Net comptable	1 433 389,28 €
Affecté de la manière suivante :	
A titre de dividendes aux actionnaires	449 046,00 €
Au compte report à nouveau	984 343,28 €

1.3.4. Dividende

Nous vous proposons de distribuer un dividende global aux actionnaires de 449 046 € par affectation du résultat de l'exercice.

Le dividende net par action serait de 0,08 €.

Nous vous rappelons que de nouvelles dispositions fiscales, applicables aux actionnaires (personnes physiques) fiscalement domiciliées en France, ont été mises en place depuis le 1^{er} janvier 2008 :

1. Instauration d'un prélèvement forfaitaire libératoire optionnel de 18% sur le montant brut des dividendes (CGI art. 117 quater). Cette option, totale ou partielle, doit être signifiée par écrit par l'actionnaire auprès de la Société, au plus tard lors de l'encaissement des dividendes ;
2. Paiement à la source des prélèvements sociaux sur les dividendes, qu'ils soient soumis au prélèvement libératoire ou imposable au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Il est précisé que la CSG payée à la source sur les dividendes pour lesquels le prélèvement libératoire aura été choisi, n'est plus déductible à hauteur de 5.8%.

Le paiement des dividendes sera effectué à compter du 24 juin 2011.

Compte tenu de ces affectations et distribution, les capitaux propres de la société seraient donc de 19 100 663,09 €.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET
31 décembre 2007 : par action de 0.40 €	0,12 €
31 décembre 2008 : par action de 0.40 €	0,08 €
31 décembre 2009 : par action de 0.40 €	0,10 €

1.3.5. Délais de prescription

Les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement sont prescrits au profit de l'État (art 2277 du Code Civil).

1.3.6. Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R.225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

1.3.7. Observations du Comité d'entreprise

En application des dispositions de l'article L.2323-8 du Code du travail, le Comité d'entreprise de la société Coheris SA n'a formulé aucune observation sur la situation économique et sociale de la Société.

1.4. Capital de la Société

A la date du conseil, le capital social de la société s'élève à 2 245 230 euros, divisé en 5 613 075 actions de 0,40 € de nominal entièrement libérées et toutes de même rang.

1.4.1. Évolution du capital de la société au cours des trois derniers exercices

Date	Type d'opération	Nombre de titres créés	Nominal des titres	Prime d'émission par titre	Montant nominal de l'augmentation	Montant du capital après opération	Nombre de titres après opération	Montant du capital en € après opération
28/06/2006	Exercice des BSA	291 586	0,40	5,60	116 634,40	2 245 230,00	5 613 075	2 245 230,00
31/12/2010	Capital social à la clôture		0,40			2 245 230,00	5 613 075	2 245 230,00

1.4.2. Options de souscription d'actions

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 1999 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscriptions d'actions. Le nombre maximum d'options pouvant être attribuées est de 257 400 qui pourraient permettre la souscription de 257 400 actions au maximum, correspondant à une augmentation de capital de 102 960 €.

Le Conseil a utilisé cette autorisation à cinq reprises. A ce jour aucune action ne peut plus être souscrite, la date de fin d'exercice des 5 plans étant dépassée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 juin 2004 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscription d'actions. Le nombre maximum d'options pouvant être attribuées est de 234 511 qui pourraient permettre la souscription de 234 511 actions au maximum, correspondant à une augmentation de capital de 93 804,40 €.

Le Conseil a utilisé cette autorisation une première fois le 5 août 2004 pour attribuer 81 700 options de souscription d'actions puis le 04/05/2006 pour attribuer 30 000 options de souscriptions d'actions et le total du nombre d'actions pouvant être souscrites à ce jour est de 26 675 après suppression des options attribuées aux collaborateurs qui ont quitté la société.

Options de souscriptions d'actions	6 ^e Plan	7 ^e Plan
Date du Conseil d'administration	05/08/2004	04/05/2006
Nombre d'options de souscription attribuées	81 700	30 000
Nombre d'options ne pouvant plus être souscrites	62 525	22 500
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à ce jour	19 175	7 500
Dont nombre d'actions pouvant être souscrites par les membres du Comité de Direction (dans sa composition actuelle)	900	0
Nombre de dirigeants concernés	1	0
Point de départ d'exercice des options	06/08/2008	04/05/2010
Date d'expiration	05/08/2011	03/05/2013
Prix de souscription en € (*)	4,42	7,18
Nombre d'actions souscrites	0	0

(*)La détermination du prix de souscription d'actions correspond à la moyenne des cours constatés lors des 20 séances de bourse précédant la date du Conseil d'Administration décidant de leur attribution.

Le nombre total d'actions pouvant être souscrites étant de 26 675, la dilution correspondante est de 0,5%.

1.4.3. Répartition du capital et des droits de vote

La répartition du capital est la suivante (mise à jour le 15/04/11) :

Actionnaires	Nombre d'actions	Dont DV nul	Dont DVS	Dont DVD	Droits de vote	% du capital	% des droits de vote
ALTO INVEST	760182		760 182		760 182	13,5 %	12,6 %
SOCADIF	646 914		646 914		646 914	11,5 %	10,7 %
Fabrice ROUX	436 712		436 712	354 412	791 124	7,8 %	13,1 %
AUTOCONTROLE	274 599	274 599				4,9 %	
MANAGERS	161 615		161 615	39 000	200 615	2,9 %	3,3 %
SALARIES	110 566		110 566	14 502	125 068	2,0 %	2,1 %
PUBLIC	3 222 487		3 222 487	302 698	3 525 185	57,4 %	58,2 %
Total	5 613 075	274 599	5 338 476	710 612	6 049 088	100 %	100 %

A ce jour, les déclarations de franchissement de seuils intervenues sont les suivantes :

Franchissements de seuil								
Actionnaire	En capital				En droit de vote			
	Seuils franchis	Sens	Actions	% du capital	Seuils franchis	Sens	Droits de vote	% des droits de vote
Siparex								
Seuil franchi le 8/03/2006	5%	Hausse	280 400	5,27	Néant	Néant	280 400	4,06
Seuil franchi le 4/04/2006	5%	Baisse	248 117	4,66	Néant	Néant	248 117	3,62
ALTO I INVEST								
Seuil franchi le 16/06/06	5%	Hausse	293 977	5,23	Néant	Néant	293 977	4,14
Seuil franchi le 20/05/09	Néant	Néant	367 444	6,55	5%	Hausse	367444	5,16
Seuil franchi le 30/10/09	10%	Hausse	610 743	10,88	Néant	Néant	610743	8,31
Seuil franchi le 2/02/10	Néant	Néant	724 639	12,91	10 %	Hausse	724639	11,21
JINDAL(*)								
Seuil franchi le 29/06/06	5%, 10% et 15%	Hausse	869 015	15,48	5%, 10%	hausse	869 015	14
Seuil franchi le 25/07/06	20%	Hausse	1 190 687	21,21	20%	Hausse	1 190 687	19,14
Seuil franchi le 18/01/07	20% et 15%	Baisse	738 291	13,15	15%	Baisse	738 291	11,87
Seuil franchi le 13/06/08	15%	Hausse	921 169	16,41	Néant	Néant	921 169	14,83
Seuil franchi le 29/06/08	15%	Néant	921 169	16,41	20%	Hausse	1 604 460	23,33
Seuil franchi le 4/06/09	15%	Baisse	817 397	14,56	Néant	Néant	1 500 688	21,09
Seuil franchi le 23/06/09	10% et 5%	Baisse	58 928	1,05	20%, 15%, 10% et 5%	Baisse	117 856	1,88
SGAM								
Seuil franchi le 5/01/07	5%	Hausse	281 620	5,02%	Néant	Néant	281 620	4,53
Seuil franchi le 21/06/07	5%	Baisse	279 149	4,97%	Néant	Néant	279 149	4,39
SOCADIF								
Seuil franchi le 23/06/09	5%	Hausse	465 578	8,29	5%	Hausse	465 578	7,43
Seuil franchi le 21/07/09	10%	Hausse	646 914	11,53	10%	Hausse	646 914	10,33
Action de concert des COHERIS S.A								
Seuil franchi le 1/07/09	10 %	Hausse	627 135	11,17	15%	Hausse	1 005 547	16,04

(*) Monsieur Sanjeev Aggarwal, représentant de la société JINDAL, fut administrateur de la société Coheris du 21 septembre 2006 au 5 mars 2007.

A notre connaissance, il n'existe pas d'autres actionnaires détenant directement ou indirectement seul ou de concert 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires.

A notre connaissance, les mandataires de Coheris n'ont pas procédé au cours de l'exercice à d'opérations significatives sur les titres émis par la société.

A notre connaissance, aucune action n'est nantie.

Un droit de vote double est conféré aux actions inscrites nominativement au nom du même actionnaire depuis 2 ans au moins. Le nombre total de droits de vote au 22 avril 2010 s'élève à 6 049 088.

A notre connaissance, le Groupe Coheris n'est ni détenu ni contrôlé, directement ou indirectement, par une autre société.

A la date du présent rapport, il n'existe à notre connaissance aucun accord dont la mise en œuvre pourrait à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

1.4.4. Actions d'auto détention

Dans le cadre du programme de rachat autorisé par l'Assemblée Générale du 24 juin 2009 puis celui autorisé par l'Assemblée Générale du 23 juin 2010, la société a, au cours de l'exercice 2010, acquis 137 668 actions au prix moyen de 2,71 € cédé 19 416 actions au prix moyen de 2,75 €.

Coheris a constitué son portefeuille de titres principalement pour rémunérer en titre d'éventuelles opérations de croissance externe ou dans le cadre d'attribution de stock options ou d'actions gratuites à ses salariés.

A la date du 31/12/2010, Coheris détient 273 046 titres sur son compte d'autocontrôle.

1.4.5. Participation des salariés au capital (PEE)

Le FCPE Coheris qui regroupe les actions des collaborateurs détenues dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise selon la définition de l'article L. 225-102 du Code de commerce détient 36 797 actions au 31 décembre 2010, soit 0,66 % du capital.

1.4.6. Tableau récapitulatif pour l'exercice 2010 des délégations d'augmentations de capital en cours de validité et de leur utilisation

Établi en application de l'article L.225.100 al.4 du Code de commerce

Date de l'assemblée	Nature de la délégation	Montant nominal autorisé	Montant nominal utilisé	Durée de la délégation	Échéance de la délégation
AGE 23 Juin 2010 (1 ^{ère} résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 M€	0	26 mois	23 août 2012
AGE 23 juin 2010 (3 ^{ème} résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital dont la souscription est réservée aux investisseurs qualifiés avec maintien d'un délai de souscription de 5 jours de bourse pour les actionnaires	10% du capital au jour de l'émission,	0	26 mois	23 août 2012
AGE 23 juin 2010 (4 ^{ème} résolution)	Emission d'actions réservée aux adhérents à un Plan Epargne Entreprise	100.000 €	0	36 mois	23 août 2013
AGE 24 Juin 2009 (1 ^{ère} résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 M€	0	26 mois	24 août 2011
AGE 25 Juin 2008 (1 ^{ère} résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 M€	0	26 mois	21 août 2010
AGE 20 juin 2007 (2 ^{ème} résolution)	Attribution d'options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital	134 714€ (6% du capital)	0	38 mois	20 août 2010
AGE 20 juin 2007 (3 ^{ème} résolution)	Attribution d'options d'achat d'actions				
AGE 21 juin 2006 (1 ^{ère} résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 M€	0	26 mois	21 août 2008
AGE 21 juin 2006 (2 ^{ème} résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 M€	0	26 mois	21 août 2008
AGE 21 juin 2006 (4 ^{ème} résolution)	Emission d'actions réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise	100 000 €	0	36 mois	21 juin 2009

1.5. Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce

Au cours de l'exercice écoulé, une convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce a été conclue. Il s'agit du renouvellement du mandat de Directeur Général Délégué d'Eric d'Andigné de Beauregard pour une durée égale à celle du mandat de Président Directeur Général.

Vos Commissaires aux comptes ont été dûment avisés des conventions conclues au cours des exercices précédents qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

1.6. Administration et contrôle

1.6.1. Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par chacun des mandataires sociaux est la suivante.

Arnaud Créput

Administrateur de Coheris SA, depuis l'AGO du 08/11/2006

Claude Leclercq

Administrateur de Coheris SA

Administrateur et Président de Organisation et Services en Informatique et Logiciels – Osilog SA

Président d'OSINVEST SAS

Eric d'Andigné de Beauregard

Directeur Général Délégué de Coheris SA depuis le 08/02/2007

Fabrice Roux

Président Directeur Général de Coheris SA depuis le 01/01/2007

Administrateur de Coheris SA

Directeur Général Délégué de Coheris SA jusqu'au 31/12/2006

Hervé Marchyllie

- Administrateur de Coheris SA depuis le 15/03/2007
- Gérant de mobilité Transport Transaction et Technologie (MT3)

1.6.2. Rémunérations et avantages reçus par les mandataires sociaux

Les rémunérations des mandataires sociaux sont fixées par le Conseil d'Administration sur proposition du comité des rémunérations constitué lors d'un Conseil d'Administration du 19 décembre 2001.

Le Comité des rémunérations se réunit pour examiner la rémunération des mandataires sociaux et pour proposer la répartition des jetons de présence des administrateurs.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice, à chaque mandataire social détenant un mandat dans une société cotée, tant par la Société que par des sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce et par la société contrôlant celle dans laquelle ils exercent leur mandat et des avantages de toute nature reçus de la société Coheris SA, durant l'exercice, par chaque mandataire social.

	Rémunération Brute versée au titre de l'exercice 2010 hors partie variable	Partie variable due au titre de l'exercice 2010 (versée en 2011)	Rémunération Brute versée au titre de l'exercice 2009 hors partie variable	Partie variable due au titre de l'exercice 2009 (versée en 2010)	Jetons de présence au titre de l'année 2010	Remboursements de frais 2010	Avantages en nature 2010
Rémunérations et avantages versés à chaque mandataire concerné par la société Coheris SA							
Créput Arnaud	0	Néant	38 547	Néant	6 000	Néant	
D'Andigné de Beauregard Eric	112 027(*)	34 000(**)	108 865(*)	12 588	Néant	16 867	4 230
Leclercq Claude	Néant	Néant	Néant	Néant	6 000	Néant	
Marchyllie Hervé	Néant	Néant	Néant	Néant	6 000	Néant	
Roux Fabrice	156 000	Néant	156 000	Néant	6 000	14 131	4 526

(*) Dont 18 000 € de traitement annuel au titre de l'activité de Directeur Général Délégué.

(**) Rémunération variable versée au titre du contrat de travail

En dehors de ce qui précède, Coheris n'accorde pas d'avantages spécifiques en matière de rémunérations différées ou d'indemnités de départ spécifiques.

Le Conseil d'administration

1.7. Annexe 1 : Résultats des cinq derniers exercices

TABLEAU FINANCIER - Montants en euro	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Capital social	2 245 230	2 245 230	2 245 230	2 245 230	2 245 230
Nombres d'actions ordinaires	5 613 075	5 613 075	5 613 075	5 613 075	5 613 075
Nombre d'actions à dividende prioritaire					
Nombre maximal d'actions futures à créer	26 675	29 475	55 700	91 600	115 470
- Par exercice des BS-ABSA ainsi que des BSA					
- Par conversion d'obligations					
- Par exercice de droits de souscription	26 675	29 475	55 700	91 600	115 470
Chiffre d'affaires hors taxes	21 430 395	15 286 223	18 146 574	17 140 672	16 267 529
Résultat avant impôts, participation, dotation, reprises	4 705 180	2 531 884	3 161 023	1 966 098	1 573 646
Impôts sur les bénéfices	803 087	414 595	-38 099	-174 765	659 941
Participation des salariés	193 600	90 026	52 000	67 622	48 414
Résultat après impôts, participation et dotations	1 433 389	2 138 127	-6 498 348	308 476	-655 950
Résultat distribué	449 046	561 307	449 046	673 569	673 569
Par action résultat après impôts avant dotations et participation	0,70	0,38	0,57	0,38	0,16
Par action résultat après impôts et dotations	0,26	0,38	-1,16	0,05	-0,10
Dividende attribué à chaque action	0,08	0,10	0,08	0,12	0,12
Effectif moyen des salariés de l'exercice	193	136	158	143	141
Montant de la masse salariale	9 597 802	6 858 941	7 651 551	7 115 968	6 722 371
Cotisations sociales et avantages sociaux	4 203 869	3 137 391	3 565 217	3 339 513	3 375 920

1.8. Annexe 2 : Inventaire des titres de participation

Filiales et participations (Montants en milliers d'euros)	Capital	Réserves et RAN	Résultat 2010	Quote-part du capital détenu en %	CA HT 2010	Valeur brute des titres k€	Valeur nette des titres	Prêts et avances consent. et non rembours.	Montant des cautions et avals donnés	Dividendes encaissés par la société en cours exercice
Coheris Benelux	63	-82	35	100%	50	62	0		Lettre de confort à la banque Fortis	
Coheris GmbH	52	10	6	100%	20	52	52			
Coheris Switzerland	80	-38	35	100%	208	2 112	0			
Dataxpresso	50	121	191	100%	1 032	260	260			430

PASSIF– en milliers d’euros

Note	31/12/2010	31/12/2009
1.2.4.1 Capital	2 245	2 245
Prime d'émission, de fusion et d'apport	11 505	11 505
Réserve légale	224	198
Autres réserves	425	425
Report à nouveau	3 717	20
Résultat de l'exercice	1 433	2 138
Amortissements dérogatoires		414
I SITUATION NETTE TOTALE	19 549	16 945
II AUTRES FONDS PROPRES	0	0
1.2.4.2 Provisions pour risques et charges	567	157
III PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	567	157
1.2.4.3 DETTES FINANCIERES		
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	77	172
• Emprunts et dettes financières divers et associés	725	5 406
1.2.4.4 DETTES D'EXPLOITATION		
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	818	1 536
• Dettes fiscales et sociales	5 222	3 417
• Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2	17
DETTES DIVERSES		
• Autres dettes	100	106
1.2.4.5 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	2 986	2 842
IV DETTES	9 930	13 496
TOTAL PASSIF	30 046	30 598

COMPTE DE RESULTAT – en milliers d’euros

Note	31/12/2010	31/12/2009
	12 mois	12 mois
1.2.5.1	476	257
Ventes de marchandises		
Production vendue : services	20 954	15 029
CHIFFRE D’AFFAIRES NET	21 430	15 286
Production stockée		0
Production immobilisée	2 406	1 238
Subvention d’exploitation	4	31
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	300	490
Autres produits	68	272
TOTAL DES PRODUITS D’EXPLOITATION	24 208	17 317
Achats de marchandises	199	64
1.2.5.2	4 674	4 675
Autres achats et charges externes		
Impôts, taxes et versements assimilés	744	545
1.2.5.3	9 598	6 859
Salaires et traitements		
Charges sociales	4 204	3 137
Dotations d’exploitation :		
- Sur immobilisations : amortissements et provisions	2 542	1 489
- Sur actif circulant : dotation aux provisions	84	91
- Pour risques et charges : dotation aux provisions	452	126
Autres charges	262	168
TOTAL DES CHARGES D’EXPLOITATION	22 759	17 154
RESULTAT D’EXPLOITATION	1 449	163
1.2.5.4 BENEFICE ATTRIBUE OU PERTE SUPPORTEE	4	6
Produits financiers des participations	430	1 440
Autres intérêts et produits assimilés	287	22
Reprises sur prov. et transferts de charges.	81	316
Différences de change	4	3
Produits nets sur cessions de valeurs mob. de placement.	26	24
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	828	1 805
Dotations financières sur amortissements et provisions	34	81
Intérêts et charges assimilées	53	126
Différences négatives de change	1	
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	88	207
1.2.5.5 RESULTAT FINANCIER	740	1 598
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	2 193	1 767
Produits exceptionnels :		
- Rep prov et transfert de charges	656	1 579
- sur opérations de gestion	95	65
- sur opérations en capital	3	640
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	754	2 284
Charges exceptionnelles :		
- sur opérations de gestion	204	33
- sur opérations en capital	625	1 441
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	188	105
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 017	1 579
1.2.5.6 RESULTAT EXCEPTIONNEL	-263	705
1.2.5.7	303	244
Impôts sur les bénéfices		
Intéressement	194	90
BENEFICE OU PERTE	1 433	2 138

1.2. Annexe aux comptes sociaux

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels. Elle comporte des éléments complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise. Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère significatif ne sont pas mentionnés.

Sauf indication contraire, tous les tableaux sont en milliers d'euros.
Durée de l'exercice 2010 et de l'exercice précédent : 12 mois.
Total du bilan avant répartition du résultat : 30 046 milliers d'euros.
Résultat (bénéfice) : + 1 433 milliers d'euros.

1.2.1. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés conformément aux principes comptables généralement admis en France et tiennent compte du règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

1.2.1.1. Principes

Les principes suivants ont notamment été appliqués :

- prudence,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- continuité de l'exploitation,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

1.2.1.2. Règles et méthodes comptables

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement :

- les frais de recherche et développement : ils sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision.
Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges.
Ils sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.
- des licences intégrées dans les logiciels produits par Coheris. Elles sont évaluées au coût d'acquisition. Elles sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.
- des fonds de commerce constitués de clientèle, de contrats d'exploitation et de droit au bail. Ces éléments sont revus tous les ans pour s'assurer qu'aucune dépréciation ne doit être constatée.

Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureau comptabilisés à leur coût historique.

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

Logiciels	1 à 3 ans linéaire
Installations	5 ans linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 ans linéaire
Mobilier de bureau	2 à 7 ans linéaire.

Immobilisations financières

Les participations figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire de la participation, déterminée d'après plusieurs critères (capitaux propres, plus values latentes, rentabilité, perspectives,...) est inférieure à la valeur comptable.

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur.

Les tests de valorisation sont mis en œuvre selon la méthode de l'actualisation des cash flows futurs (DCF) dont les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- élaboration d'un Business Plan à 5 ans
- taux de croissance à l'infini à 2% au-delà
- taux d'actualisation indexé sur le taux sans risque OAT à 10 ans, la prime de risque du secteur et le Béta de la société (au 31/12/2010, le taux d'actualisation retenu est de 11,21%).

La société a décidé, conformément aux règles applicables sur les actifs, d'activer les frais d'acquisitions sur titres et de les amortir sur une durée de 5 ans au moyen d'un amortissement dérogatoire.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou au cours moyen du dernier mois de l'exercice, si celui-ci est inférieur.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges probables identifiés à la clôture de l'exercice, principalement les litiges, font l'objet de provisions.

Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

Les contrats en cours d'exécution sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

Les licences sont comptabilisées dès leur livraison (licences revendues) ou dès leur émission (licences de produits Coheris).

Indemnités de départ en retraite

Les indemnités de départ en retraite sont mentionnées en engagements hors bilan. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au delà.

Crédit d'impôt recherche (CIR)

Les travaux de recherche et développement mis en œuvre dans le cadre de la conception de ses produits peuvent être éligibles au Crédit Impôt Recherche. Chaque année, une étude est menée sur l'ensemble des travaux réalisés pour identifier ceux qui sont éligibles au dispositif. Ce travail de recensement est mis en œuvre avec l'appui d'un cabinet externe spécialisé. En 2010, le montant du CIR imputé sur l'impôt sur les sociétés est de 500 K€.

Nouveaux instruments financiers

La société n'utilise pas les nouveaux instruments financiers

1.2.2. Faits significatifs de l'exercice et comparabilité des comptes

1.2.2.1. Activité

Après un recentrage sur son cœur de métier réalisé en 2009, l'exercice 2010 a permis de renforcer les fondamentaux de Coheris autour de ses offres et son organisation.

Par ailleurs, les opérations de TUP réalisées au 1^{er} janvier 2010 ont permis la simplification de l'organigramme juridique et ont impacté fortement la structure de présentation des comptes 2010 par rapport à celle de 2009.

Ainsi les comptes de Coheris SA intègrent depuis le 1^{er} janvier 2010 et la réalisation des TUP l'ensemble de l'activité et des coûts des sociétés Coheris FDV, Coheris Harry et Coheris Rhône-Alpes.

Compte tenu de ces précisions, dans une année fortement marquée par le contexte de crise économique, Coheris SA clôture son exercice 2010 à un chiffre d'affaires de 21 430 K€ en augmentation par rapport à 2009 (15 286 K€).

Le résultat d'exploitation à 1 449 K€ contre 163 K€ en 2009 est en augmentation.

1.2.2.2. Précisions sur les opérations de TUP réalisée au 1er janvier 2011

Les apports ont été évalués à la valeur comptable, conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2004-01. Ainsi les valeurs comptables individuelles des actifs et passifs apportés correspondent aux valeurs de chaque actif et passif figurant dans les comptes des sociétés absorbées à la date d'effet de l'opération. Le boni de fusion dégagé suite à la TUP de Coheris Rhône-Alpes a été comptabilisé en résultat financier (270 K€). Les mali de fusion dégagés suite aux TUP de Coheris FDV et Coheris Harry (respectivement de 3 363 K€ et de 2 464 K€) ont été comptabilisés intégralement en fonds de commerce à l'actif, l'intégralité du mali dégagé ayant été considéré comme représentative du fonds commercial non comptabilisé chez ces sociétés.

1.2.2.3. Changement de méthode comptable

Coheris appliquant la méthode préférentielle qui consiste à activer les frais de développement répondant aux critères d'activation énoncés dans le Plan Comptable Général (alors que les frais de développement étaient intégralement comptabilisés en charges dans les comptes des sociétés absorbées), il a été procédé à l'harmonisation des méthodes après les opérations de TUP. Conformément à l'Avis 2005-C du Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité, la méthode préférentielle a été appliquée aux bilans des sociétés absorbées, par assimilation aux règles des changements de méthode, de manière rétrospective en contrepartie des capitaux propres.

Les impacts de ce changement de méthode sont repris dans le tableau ci-après :

1. Reconstitution au 1^{er} janvier de l'actif net immobilisé comme si la méthode avait été appliquée précédemment par les sociétés Coheris Harry et Coheris FDV (Coheris Rhône-Alpes n'étant pas concerné) par imputation sur les capitaux propres d'ouverture :
 - Immobilisations incorporelles : 2 126 594 €
 - Report à nouveau : 2 126 594 €
2. Activation au titre de l'exercice des frais de recherche et développement engagés au cours de l'exercice :
 - Immobilisations incorporelles : 1 159 764 €
 - Production immobilisée au compte de résultat : 1 159 764 €
3. Amortissement des frais de recherche et développement par dotation au compte de résultat :
 - Sur les frais de recherche et développement antérieurs au 1/01/10 : 1 150 745 €
 - Sur les frais de recherche et développement de l'année 2010 : 151 836 €

1.2.3. Notes sur le bilan actif

1.2.3.1. Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont les suivants.

Valeurs Brutes	A l'ouverture	Variation TUP	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles					
- Frais recherche et développement	8 953	2 126	2 407	82	13 404
- Concessions, brevets, etc.	325	364			689
- Fonds commercial	2 243	5 827			8 070
- Autre immobilisations incorporelles	16	62			78
Immobilisations corporelles	1 198	834	76	841	1 267
Participations	21 882	26	190	19 421	2 677
Autres Immobilisations financières	451	182	18	261	390
TOTAL BRUT	35 068	9 421	2 691	20 605	26 575

Amortissements, provisions	A l'ouverture	Variation TUP	Dotation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	7 619	416	2 379	81	10 333
Immobilisations corporelles	921	658	162	779	962
Immobilisations financières	9 928	26		7 781	2 173
TOTAL AMORTISSEMENTS	18 468	1 100	2 541	8 641	13 468

TOTAL VALEURS NETTES	16 600	8 321	150	11 963	13 108
-----------------------------	---------------	--------------	------------	---------------	---------------

Frais de recherche et de développement

Ces frais sont constitués des salaires et charges sur salaires imputés sur les logiciels développés par la société.

Les frais de recherche et développement sont liés aux investissements sur les produits des gammes :

- Coheris CRM (gamme de logiciels dans le domaine du CRM orientés service client et Marketing ainsi que l'automatisation des Forces de Vente),
- Coheris Liberty (gamme de logiciels de Business Intelligence)
- Coheris SPAD (gamme de logiciels de Datamining et Data Quality Management).

Concessions, brevets, licences, marques

Il s'agit des droits d'utilisation des licences utilisés par la société. Sur une valeur brute de 688 K€, amortie.

Fonds commercial :

Il comprend :

- Mali activé lors de la fusion avec la société SPAD : 1 865 K€
- Fonds de commerce Test&Go (issu de la société SPAD) : 305 K€
- Le mali de confusion de la société Coheris Harry : 2 464k€
- Le mali de confusion de la société Coheris FDV : 3 363 k€

Immobilisations corporelles

Il s'agit du mobilier, du matériel de bureau et des ordinateurs, du réseau et des aménagements.

Participations :

L'évolution de ce poste est principalement constituée des éléments suivants :

- l'acquisition de titres JEEMEO pour 190 K€,
- La sortie des titres Harry, FDV, Coheris Rhône Alpes pour 18 858 K€ du fait des TUP réalisées en janvier 2010,
- La sortie des titres de Coheris Espagne pour 15K€,
- La sortie des titres Wap Corp pour 26 K€.

Autres immobilisations financières

Il s'agit de dépôts de garantie dans le cadre d'un contrat de tenue de marché conclu avec la Société de Bourse Parel en 2005 (152 K€), ainsi que les dépôts de garantie relatifs aux locaux du siège de la société et des différents établissements (200 K€).

1.2.3.2. Actif circulant

Créances clients

Clients et comptes rattachés, valeur nette : 9 070 K€.

L'échéancier des créances se présente comme suit :

	Total	Non échues	<3 mois	<12 mois	>12 mois
Créances clients brutes	9 717	6 681	875	945	1 216
Dépréciations *	647				647
Créances clients nettes	9 070	6 681	875	945	569

Les provisions ont évolué de la manière suivante au cours de l'exercice :

	A l'ouverture	Variation TUP	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions pour dépréciation des comptes clients	498	233	84	168	647

Il y a au 31 décembre 2010, 8 k€ d'effets escomptés non échus.

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan

Clients factures à établir, selon la méthode à l'avancement (§ 1.2.1.3) 1 625 K€

Autres créances

Ce poste comprend :

	31/12/10
Personnel	21
État, taxes sur le chiffre d'affaires	143
Etat / C.I.R.	500
Filiales du groupe Coheris	0
Fournisseurs débiteurs	11
Produits à recevoir	69
Divers	15
TOTAL	759

Valeurs mobilières de placement

Il s'agit principalement des titres autocontrôlés détenus directement par Coheris SA dans le cadre du programme de rachat d'actions.

La valeur comptable des titres autocontrôlés par détention directe ou par le biais du contrat de liquidité administré représente un montant net de 786 k€.

La société détient ainsi 273 046 de ses propres titres au 31/12/2010.

Cette valorisation tient compte d'une provision de 85 k€ calculée sur un cours retenu à la clôture de 2,88€ par action.

Charges constatées d'avance

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'entreprise.

1.2.4. Notes sur le bilan passif

1.2.4.1. Capital social et prime d'émission de fusion et d'apport

Au 31 décembre 2010, le capital de la société s'élève à 2 245 230 € correspondant à 5 613 075 actions. Aucune action n'a été émise au cours de l'exercice.

Le tableau suivant présente la variation en 2010 des capitaux propres de la société.

	A fin 2009	TUP	Augmentation	Diminution	A fin 2010
Capital	2 245				2 245
Prime d'émission, de fusion et d'apport	11 505				11 505
Réserve légale	198		27		225
Autres réserves	425				425
Report à nouveau	20	2 126	1 570 ⁽²⁾		3 716
Résultat	2 138		1 433	2 138	1 433 ⁽¹⁾
Provision réglementée	414		104	518	0
Capitaux propres	16 945	2 126	3 134	2 656	19 549

⁽¹⁾ Résultat 2010 en attente d'affectation

⁽²⁾ Dont dividendes versés : 537 K€

Options de souscription d'actions.

L'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1999 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscriptions d'actions. Le nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 décembre 2010 est de 26 675 actions.

Le tableau ci-dessous présente le détail des actions pouvant être souscrites

Date d'attribution des options de souscription d'action	Nombre d'actions	Valeur d'exercice (€)	Dates d'exercice
05 août 2004	19 175	4,42	Du 06 août 2008 au 05 août 2011
04 mai 2006	7 500	7,18	Du 04 mai 2010 au 03 mai 2013
TOTAL	26 675		

1.2.4.2. Provisions pour risques et charges

	A l'ouverture	Variation TUP	Dotation	Reprise		A la clôture
				Avec utilisation	Sans utilisation	
Provisions pour risques et charges	157	61	522	173		567

1.2.4.3. Échéance des dettes

	Montant brut	A 1 an au +	+ 1 an – 5 ans	A + de 5 ans
Établissements de crédit	78	42	35	
Dettes financières diverses	725	725		
Fournisseurs	818	818		
Dettes fiscales et sociales	5 222	5 222		
Autres dettes	102	102		
TOTAL	6 945	6 910	35	

Les dettes financières diverses comprennent notamment :

- 225 K€ de comptes bloqués de la participation rémunérés au taux de 6%.
- 482 K€ d'avance des filiales (DataXpresso Coheris Benelux et Coheris Allemagne)

1.2.4.4. Charges à payer incluses dans les dettes d'exploitation

Fournisseurs (Factures non parvenues) : 389 K€

Les dettes fiscales et sociales se décomposent comme suit :

	31/12/10
Congés payés	749
Réduction de temps de travail	24
Compte épargne temps	134
Primes de vacances	46
Organismes sociaux	1 367
Provisions primes et commissions	330
Intéressement /Participation	217
CE	22
Frais de déplacement	32
Impôts et taxes divers à payer	2 300
TOTAL	5 221

1.2.4.5. Produits constatés d'avance

Cette rubrique contient les factures émises d'avance dans le cadre de contrats maintenance 2011 notamment pour 2 986 K€ (cf. commentaires 1.2.3.2).

1.2.5. Notes sur le compte de résultat

1.2.5.1. Ventilation du Chiffre d'affaires :

Le compte de résultat distingue :

	31/12/10
Ventes de marchandises	476
Production vendue : licences	4 835
Production vendue : services ⁽¹⁾	16 119
TOTAL	21 430

(1) 201 k€ aux filiales

Sur le total, le chiffre d'affaires à l'exportation s'élève à 3 055 k€.

1.2.5.2. Autres achats et charges externes

Ce poste s'élève à 4 674 k€ (4 675 k€ en 2009).

Il comprend des charges de sous-traitance pour 1 715 k€ (2 146 k€ en 2009). Sur ce montant, 1 036k€ proviennent des filiales, dont 1 031 k€ relatif aux commissions de rétrocession versées à DataXpresso

Les autres postes d'achats sont :

	31/12/10
Entretien divers	229
Locations et charges liées	1 118
Assurances	79
Transports et déplacements, véhicules	394
Honoraires	500
Télécommunications	292
Publicité, communication	207
Divers	140
TOTAL	2 959

1.2.5.3. Salaires et traitements

Ce poste s'élève à 13 802 k€ (9 996 k€ en 2009).

Cette augmentation est principalement dûe à la fusion-absorption par TUP au 1/01/2010 des filiales Coheris Harry, Coheris FDV et Coheris Rhône-Alpes.

1.2.5.4. Bénéfice supporté 4 k€

Il s'agit du résultat dégagé sur des titres autocontrôlés dans le cadre du contrat de tenue de marché conclu avec Parel Société de Bourse.

1.2.5.5. Charges et produits financiers

Le résultat financier est positif à + 740 k€ contre un résultat de + 1 598 k€ en 2009.

Il comprend :

	31/12/10
Dotation nette aux provisions sur les titres auto-contrôlés	-34
Intérêts divers	-36
Intérêts sur comptes courants filiales nets	3
Produits nets sur cessions VMP	25
Dividendes	430
Reprise de provisions	81
Boni de TUP	267
Autres produits financiers	4
TOTAL	740

1.2.5.6. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel s'élève à - 263 k€ (+ 705 k€ en 2009).

Il comprend notamment :

	31/12/10
Dotation dérogatoires sur frais d'acquisitions	-105
Reprises sur amortissements dérogatoires	518
Produits de cessions	41
Provisions et règlement litiges	-174
VNC immobilisations cédées	-623
Dotations et reprises sur dépréciation comptes courants	22
Autres produits exceptionnels divers	58
TOTAL	-263

1.2.5.7. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt (1)	Résultat net après impôt
Résultat courant	2 194	803	1 391
Résultat exceptionnel – intéressement + CIR	42	0	42
Résultat comptable (avant IS)	2 236	803	1 433

(1) Après retraitements fiscaux

La société a bénéficié sur l'exercice d'un Crédit d'Impôt Recherche de 500 k€ correspondant à ses travaux de recherche sur le développement éligibles au dispositif pour ses gammes de produits CRM, BI et Datamining.

1.2.5.8. Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

	31/12/10
Décalages temporaires 2010	77
Participation et intéressement 2010	194
TOTAL	271
IS A 33,33 %	90

1.2.6. Autres informations

1.2.6.1. Effectif de la société

L'effectif de la société Coheris au 31/12/2010 est de 178 personnes, dont 9 directeurs, 151 cadres et 18 agents de maîtrise et employés.

Au cours de l'exercice, l'effectif salarié moyen a été de 193 personnes.

1.2.6.2. Informations relatives aux dirigeants

Les rémunérations versées aux mandataires sociaux sont les suivantes :

	Rémunération Brute versée au titre de l'exercice 2010 hors partie variable	Partie variable due au titre de l'exercice 2010 (versée en 2011)	Rémunération Brute versée au titre de l'exercice 2009 hors partie variable	Partie variable due au titre de l'exercice 2009 (versée en 2010)	Jetons de présence au titre de l'année 2010	Remboursements de frais 2010	Avantages en nature 2010
Rémunérations et avantages versés à chaque mandataire concerné par la société Coheris SA							
Membres du Conseil d'Administration	Néant	Néant	38 547	Néant	18 000	Néant	
PDG & DGD	268 027	34 000	264 865	12 588	6 000	30 998	8 756

1.2.6.3. Stock options

En tenant compte des options de souscriptions d'actions en circulation, soit 26 675, la dilution maximum que représente l'exercice de l'ensemble de ces titres donnant accès au capital est de 0,5 %.

1.2.6.4. Engagements hors bilan

- Les engagements relatifs aux départs en retraite ont été estimés à un montant de 207 K€.
- Coheris a adressé une lettre de confort à la banque de Coheris Benelux, sans limitation de montant ni de durée.

1.2.6.5. Litiges

Les litiges ont fait l'objet de provisions en fonction du risque estimé.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litige dont le risque envisagé nécessiterait un provisionnement supplémentaire dans les comptes au 31/12/10.

1.2.6.6. Honoraires Commissaires aux Comptes

Le montant des honoraires figurant en charge au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 97 K€ pour l'ensemble du collège.

1.2.6.7. Événements postérieurs à l'exercice

Néant.

Annexe 1 FILIALES ET PARTICIPATIONS - En milliers d'euros

Filiales et participations (Montants en milliers d'euros)	Capital	Réserves et RAN	Résultat 2010	Quote-part du capital détenu en %	CA HT 2010	Valeur brute des titres k€	Valeur nette des titres	Prêts et avances consent. et non rembours.	Montant des cautions et avals donnés	Dividendes encaissés par la société en cours exercice
Coheris Benelux	63	-82	35	100%	50	62	0		Lettre de confort à la banque Fortis	
Coheris GmbH	52	10	6	100%	20	52	52			
Coheris Switzerland	80	-38	35	100%	208	2 112	0			
Dataprocesso	50	121	191	100%	1 032	260	260			430

4. Comptes consolidés en normes IFRS

Les Etats Financiers sont présentés en milliers d'Euros à l'exception du résultat par action en Euro.

1.1. Bilan consolidé

Note		31/12/2010	31/12/2009
1.5.3.1	Écarts d'acquisition	8 106	8 106
	Immobilisation incorporelles	3 485	3 584
1.5.3.2	Immobilisations corporelles	304	475
1.3.3.3	Titres mis en équivalence	190	
1.5.3.4	Actifs financiers	392	642
1.5.3.5	Actifs d'impôts différés	253	274
	ACTIF NON COURANT	12 730	13 081
	Stocks et en cours	24	41
1.5.3.6	Clients et comptes rattachés	9 156	10 633
	Autres créances et comptes de régularisation	1 054	2 007
1.5.3.7	Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 338	5 488
	ACTIF COURANT	16 572	18 169
	TOTAL DE L'ACTIF	29 302	31 250
		31/12/2010	31/12/2009
	Capital	2 245	2 245
	Réserves liées au capital	696	696
	Titres auto détenus	-776	-459
	Réserves et résultat consolidé	16 231	15 473
	Ecart de conversion	-88	-64
	Capitaux propres part du groupe	18 308	17 891
	Intérêts minoritaires		
	CAPITAUX PROPRES	18 308	17 891
	Passifs financiers > 1 an	35	74
1.3.4.9	Passifs d'impôts différés	489	933
1.3.4.7	Provisions pour risques et charges	785	408
	PASSIF NON COURANT	1 309	1 415
	Passifs financiers < 1 an	326	514
	Fournisseurs et comptes rattachés	856	1 880
1.5.3.11	Autres dettes et comptes de régularisation	8 503	9 550
	PASSIF COURANT	9 685	11 944
	TOTAL DU PASSIF	29 302	31 250

1.2. Compte de Résultat consolidé

Note		2010	2009 ⁽¹⁾
1.5.3.12	Chiffre d'affaires	21 427	21 404
	Autres produits de l'activité	3 160	3 724
	Achats et services extérieurs	-3 754	-4 571
1.3.4.12	Charges de personnel	-14 668	-14 235
	Impôts et taxes	-747	-831
	Dotations aux amortissements	-2 373	-2 889
	Dotations aux provisions	-536	-419
	Autres produits et charges d'exploitation	-539	-423
	Résultat opérationnel courant	1 970	1 760
1.3.4.13	Résultat des activités cédées		647
	Autres produits et charges opérationnels	-185	
	Résultat Opérationnel	1 785	2 407
	Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	25	29
	Autres produits et charges financiers	-57	-94
	Coût de l'endettement financier net	-32	-65
	Résultat des sociétés mises en équivalence		
1.5.3.14	Charges d'impôt	-455	-725
	Résultat Net	1 298	1 617
	Part du groupe	1 298	1 617
	Intérêts minoritaires		
	Nombre d'actions retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075
	RNPG par action	0,23	0,31
	Nombre d'actions diluées retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075
	RNPG dilué par action	0,23	0,31

⁽¹⁾ chiffres incluant les modifications suite erreur de présentation

1.3. 1.3 Tableau consolidé de variation des capitaux propres

	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultat consolidés	Écart de conversion	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Au 31 décembre 2008	2 245	7 656	-538	7 358	-87	16 634		16 634
Écart de change					23	23		23
Total des produits et charges de l'exercice reconnus directement en capitaux propres					23	23		23
Résultat 2009				1 617		1 617		1 617
Opération sur titres auto détenus			79			79		79
Paiements fondés sur des actions		-22				-22		-22
Affectation du résultat		-6 938		6 938				
Versement du dividende				-439		-439		-439
Autres variations				-1		-1		-1
Total des opérations revenant aux actionnaires		-6 960	79	8 115		1 234		1 234
Au 31 décembre 2009	2 245	696	-459	15 473	-64	17 891		17 891
Écart de change					-24	-24		-24
Total des produits et charges de l'exercice reconnus directement en capitaux propres					-24	-24		-24
Résultat 2010				1 298		1 298		1 298
Opération sur titres auto détenus			-317			-317		-317
Paiements fondés sur des actions								
Affectation du résultat								
Versement du dividende ⁽¹⁾				-542		-542		-542
Autres variations				2		2		3
Total des opérations revenant aux actionnaires			-317	758		441		441
Au 31 décembre 2010	2 245	696	-776	16 231	-88	18 308		18 308

(1) Le dividende versé en 2010 s'élève à 0,10 € par action.

Etat des produits et charges comptabilisés

	2009	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net consolidé		1 617		1 617
Ecart de conversion		23		23
Autres		-1		-1
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres		22		22
Total des produits et charges de la période		1 639		1 639
	2010	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net consolidé		1 298		1 298
Ecart de conversion		-24		-24
Autres				
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres		-24		-24
Total des produits et charges de la période		1 274		1 274

1.4. Tableau consolidé des flux de trésorerie

	31/12/10	31/12/09
Résultat net consolidé	1 298	1 617
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 569	3 301
Charges et produits liés aux stocks-options		
Autres produits et charges calculés		
Plus et moins values de cession	100	-1 322
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	3 967	3 596
Coût de l'endettement financier net		
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	455	725
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	4 422	4 321
Impôt (B)	-877	-840
Variation du BFR lié à l'activité (C)	19	3 911
Flux de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	3 564	7 392
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Corp. et incorp.	-2 164	-3 086
Encaissements liés aux cessions d'immo. Corp. et incorp.	317	991
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. financières	-18	-153
Encaissements liés aux cessions d'immo. financières	260	4
Incidence de variation de périmètre	-190	-10
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)	-1 795	-2 254
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options		
Rachats et reventes d'actions propres (1)	-318	79
Augmentation de capital		
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-542	-439
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		
Remboursement d'emprunts	-63	-1 417
Intérêts financiers nets versés		
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-923	-1 777
Variation de trésorerie nette (D+E+F)	846	3 361
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1^{er} janvier	5 488	2 127
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre	6 334	5 488

(1) Solde des achats d'actions propres et des transferts pour règlement d'earn out.

1.5. Notes aux états financiers consolidés

1.5.1. Informations générales relatives au groupe et faits marquants

1.5.1.1. Informations générales

Éditeur de logiciels de CRM (Customer Relationship Management), BI (Business Intelligence) et Datamining, Coheris propose une gamme complète de logiciels et services (automatisation du marketing, des ventes et du service client, mobilité, Intranet, Business Intelligence, Datamining), sur des équipes de consulting pluridisciplinaires ainsi que sur un réseau de partenaires technologiques et d'intégrateurs constitué des plus grands acteurs du marché.

Acteur majeur sur le marché européen du CRM, le groupe Coheris compte plus de 1 200 références à travers le monde.

Coheris est cotée sur le marché d'Euronext Paris compartiment C depuis le 30 juin 1999.

1.5.1.2. Faits significatifs de l'exercice

Périmètre de consolidation et variation de périmètre

Le périmètre de consolidation est le suivant :

Société	% intérêt 2010	% contrôle 2010	Méthode	% intérêt 2009	% contrôle 2009
Coheris SA	Mère	Mère		Mère	Mère
Coheris GmbH	100	100	I.G.	100	100
Coheris Benelux	100	100	I.G.	100	100
Coheris Suisse	100	100	I.G.	100	100
DataXpresso	100	100	I.G.	100	100
Jeemeo	15	15	M.E.		

Au 1^{er} janvier 2010, Coheris a simplifié son organigramme juridique par la mise en œuvre de « transmissions universelles du patrimoine » de ses principales filiales françaises détenues à 100%.

Ainsi, à cette date Coheris SA intègre en totalité les activités de :

- Coheris FDV
- Coheris Harry
- Coheris Rhône-Alpes.

Plus qu'une formalité juridique, cette opération est la concrétisation du recentrage du Groupe sur le seul métier d'Editeur de Logiciels.

Activité

Après un recentrage sur son cœur de métier réalisé en 2009, l'exercice 2010 a permis de renforcer les fondamentaux du Groupe autour de ses offres et son organisation.

Dans une année fortement marquée par le contexte de crise économique, Coheris clôture son exercice 2010 à un chiffre d'affaires de 21 427 K€, globalement stable par rapport à 2009 (21 404 K€).

Le résultat opérationnel courant est quant à lui en hausse de 12 % par rapport à 2009 et ressort à 1 970 K€.

Le résultat opérationnel s'établit à 1 785 K€ en baisse de 26 % par rapport à 2009 qui avait pris en compte le résultat des activités cédées au cours de cet exercice.

Le résultat net ressort à 1 298 K€ contre 1 617 K€ au titre de 2009.

En décembre 2010, Coheris est entré au capital de la société Jeemeo, spécialisée dans le Social CRM, pour un montant de 190 K€.

1.5.2. Principes de préparation des états financiers

1.5.2.1. Conformité aux normes comptables

Depuis 2005, le groupe Coheris a établi ses rapports financiers conformément au règlement (CE) 16/06/2002 du 19 juillet 2002 qui prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, les entreprises européennes faisant appel public à l'épargne, doivent appliquer les normes comptables internationales prescrites par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Les comptes consolidés 2008 et 2009 ont été préparés en conformité avec l'ensemble des normes et interprétations IFRS adoptées par l'Union Européenne, dont l'application est obligatoire pour la période de clôture du 31 décembre 2009. En conséquence, le groupe n'a anticipé aucune amélioration de normes, exposés sondages ou interprétations publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire en 2009 au sein de l'Union Européenne.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 15 mars 2011.

Utilisation d'estimations et hypothèses

La préparation des états financiers implique que la direction du groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence significative sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent notamment les tests de dépréciation et les provisions pour engagements de retraites des salariés.

1.5.2.2. Principes

Les principes suivants ont notamment été appliqués :

- prudence,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (cf. § 1.3.3),
- continuité de l'exploitation.

1.5.2.3. Méthodes comptables

Méthodes de consolidation

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement une influence notable sont mises en équivalence.

Écarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion d'une prise de participation, définis comme la différence entre le coût d'acquisition (frais compris) des titres et la quote-part acquise dans la situation nette retraitée de la société consolidée estimée à la date d'acquisition, sont affectés aux postes appropriés du bilan consolidé.

Les écarts d'acquisition positifs résiduels sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique « Écarts d'acquisition ».

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur.

Les tests de valorisation sont mis en œuvre selon la méthode de l'actualisation des cash flows futurs (DCF) dont les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- élaboration d'un Business Plan à 5 ans
- taux de croissance à l'infini à 2% au-delà
- taux d'actualisation indexé sur le taux sans risque OAT à 10 ans, la prime de risque du secteur et le Bêta de la société (au 31/12/2010, le taux d'actualisation retenu est de 11,21 %).

Les mêmes hypothèses ont été retenues pour l'ensemble des tests de valorisation effectués pour tenir compte d'une homogénéité des activités, des marchés, et des zones géographiques des actifs concernés.

Les tests de valorisation étant particulièrement sensibles au taux d'actualisation retenus, il est précisé qu'une variation d'1 point du taux d'actualisation entraîne une variation de 10 points de la valeur de l'actif.

Les méthodes analogiques n'ont pas été retenues compte tenu de la forte disparité et de la forte volatilité des valorisations de sociétés comparables et de transactions dans ce domaine d'activité.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement:

- les frais de recherche et développement :
 - ils sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges,
 - l'économie d'impôt liée au Crédit Impôt Recherche, découlant de la partie éligible des frais de recherche et développement, est incluse dans la valorisation des actifs ainsi constatés.
 - Ils sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.
- des licences intégrées dans les logiciels produits :
 - sont évaluées au coût d'acquisition,
 - sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureau comptabilisés à leur coût historique

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

Logiciels	3 ans linéaires
Installations	5 ans linéaires
Matériel de bureau et informatique	3 ans linéaires
Mobilier de bureau	2 à 7 ans linéaires

Immobilisations financières

Elles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire de la participation, susceptible d'être déterminée d'après plusieurs critères (capitaux propres, plus values latentes, rentabilité, perspectives,...) est inférieure à la valeur comptable.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

Les prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait sont enregistrées selon la méthode à l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

L'activité Édition de Logiciels faisant généralement l'objet de contrats distincts de licence et de maintenance d'une part et de services associés d'autre part, les droits d'utilisation (licences revendues ou licences de produits Coheris) sont comptabilisés dès leur livraison.

Dans le cas où les services associés sont considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel, le projet est considéré dans son ensemble et est comptabilisé suivant la méthode à l'avancement.

Information sectorielle

La norme IFRS 8 relative à l'information sectorielle impose d'analyser la performance de l'entreprise en fonction de secteurs opérationnels. Compte tenu de la nature de ses produits, des procédés de fabrication et de la typologie de ses clients, l'activité d'Editeur de Logiciels présente un caractère très intégré. De ce fait, Coheris est mono secteur. Néanmoins, et à titre d'information, Coheris présente une ventilation de son chiffre d'affaires par principales natures et par zones géographiques qui ne s'inscrit pas dans le cadre de l'application de la norme IFRS 8.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur liquidative en fin de période, les plus-values latentes étant directement imputées sur les capitaux propres.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges identifiés à la clôture de l'exercice, mais dont la réalisation est incertaine font l'objet de provisions ; il s'agit plus particulièrement :

- des litiges,
- des pertes et pénalités probables sur les contrats,
- des indemnités de fin de carrière. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au delà.

Impôts

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs au bilan consolidé et des déficits fiscaux dont la recouvrabilité est probable. Ils sont calculés selon la méthode du report variable en appliquant les derniers taux d'impôts votés à la date de la clôture.

Calcul du résultat par action

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant la période.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé comme décrit ci dessus, y compris le nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée des options existantes. Ce calcul est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

Conversion des comptes des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères ont été convertis pour le bilan au cours de clôture et pour le compte de résultat au cours moyen de la période.

Crédit Bail

Les investissements financés sous forme de crédit bail sont placés à l'actif du bilan et amortis linéairement. En contre partie, une dette égale au montant de l'engagement est comptabilisée au passif du bilan.

Paiement en actions

Les options attribuées à compter du 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1^{er} janvier 2005 ont été prises en compte.

Les bénéficiaires des options peuvent exercer leurs droits 4 ans après la date d'attribution et ce, pendant un délai de 3 ans, soit entre la 5^{ème} et la 7^{ème} année suivant l'attribution.

La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution a été effectuée en appliquant un modèle de type Black & Scholes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'un ¼ par an prorata temporis la première année.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux d'intérêt sans risque égal au taux d'intérêt OAT 10 ans à la date d'attribution du plan
- Cours du support égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédant la date d'attribution du plan
- Volatilité (Sigma) observée sur les trois derniers mois de bourse à la date d'attribution du plan
- Taux de rendement du support égal à 2%
- Prix d'exercice et maturité fixés par le plan

1.5.3. Explication des postes des éléments financiers

1.5.3.1. Actifs incorporels

Écarts d'acquisition

Compte tenu du recentrage de Coheris intervenu au cours de 2009, de la mise en œuvre des opérations de simplification de son organigramme juridique en 2010 et de sa réorganisation interne autour d'une transversalité de l'ensemble du traitement des offres (les départements R&D, Avant-vente, Commerce, Production, Expertise sont communs et uniques à toutes les produits), les écarts d'acquisition ont été regroupés au sein d'une UGT cohérente et identifiable dans le temps.

Sur son métier d'Editeur de Logiciels, Coheris a identifié une UGT :

	Montant brut		Montant net	
	2009	2010	2009	2010
Total	8 105,6	8 105,6	8 105,6	8 105,6

Immobilisations incorporelles

a) Valeurs brutes :

	31/12/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2010
Frais de recherche et de développement	17 367	2 088	82	19 373
Concessions, brevets	752		62	690
Autres	16		12	4
Total	18 135	2 088	156	20 067

Les frais de recherche et développement sont liés aux investissements sur les produits des gammes :

- Coheris CRM (gamme de logiciels dans le domaine du CRM orientés service client et Marketing ainsi que l'automatisation des Forces de Vente),
- Coheris Liberty (gamme de logiciels de Business Intelligence)
- Coheris SPAD (gamme de logiciels de Datamining et Data Quality Management).

b) Amortissements :

	31/12/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2010
Frais de recherche et développement	13 800	2 174	82	15 892
Concessions, brevets	735	14	59	690
Autres	16		16	-
Total	14 551	2 188	157	16 582

c) Valeurs nettes :

	31/12/2009	31/12/2010
Frais de recherche et développement	3 567	3 481
Concessions, brevets	17	
Autres		4
Total	3 584	3 485

Les échéanciers d'amortissements des frais de recherche et développement sont les suivants par gamme de produits :

	Valeur nette au 31/12/2010	Amortissement N+1	Amortissement N+2	Amortissement N+3
Frais de recherche et développement	4 340	2 332	1 448	560
Impact CIR	-859	-486	-283	-90
Total Frais de Recherche et développement	3 481	1 846	1 165	470

1.5.3.2. Immobilisations corporelles

	31/12/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2010
Valeur brute	2 249	76	883	1 442
Amortissements	1 774	185	821	1 138
Valeur nette	475	-109	-62	304

1.5.3.3. Titres mis en équivalence

Le 21 décembre 2010, Coheris a acquis par voie d'augmentation de capital 15,83 % de la société Jeemeo.

Coheris disposant un siège au Conseil de Surveillance de la société et étant liée avec les autres actionnaires par un pacte d'associés, une influence réelle est exercée sur cette filiale dont la participation est minoritaire.

1.5.3.4. Actifs financiers

a) Valeurs brutes :

	31/12/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2010
Titres non consolidés	35		34	1
Autres actifs	633	18	260	391
Total	668	18	294	392

Les titres non consolidés sont ceux de la société suivante :

Participations Non consolidées	Capital (en k€)	Réserves et Ran	Résultat 2010	Quote part capital détenu	CA HT 2010	Valeur brute des titres (en k€)
ABSO+	10	(nd)	(nd)	1%	(nd)	1

Les autres actifs financiers correspondent essentiellement à des dépôts de garantie sur locations immobilières.

Provisions :

	31/12/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2010
Titres non consolidés	26		26	
Autres immobilisations				
Total	26		26	
Valeur nette	642			392

1.5.3.5. Actifs d'impôts différés

	31/12/2010	31/12/09
Sur IFC	73	63
Sur Frais d'acquisitions de titres FDV		34
Sur autres décalages temporaires	128	90
Sur déficits fiscaux activés	52	78
Sur crédit baux		9
TOTAL	253	274

1.5.3.6. Créances d'exploitation

1.5.3.6.1. Créances clients et comptes rattachés

Elles sont présentées nettes de provisions qui sont de 660 k€ sur les créances clients (733 k€ en 2009).

Les créances clients se décomposent comme suit par date d'échéance :

	Total	Non échues	< 3 mois	3 -12 mois	> 1 an
Créances clients brutes	9 816	6 780	875	945	1 216
Dépréciation	- 660				- 660
Créances clients nettes	9 156	6 780	875	945	556

1.5.3.6.2. Autres créances

	31/12/10	31/12/09
Avances fournisseurs	11	89
Impôt sur les bénéfices	633	686
Taxe sur la valeur ajoutée	147	265
Charges constatées d'avance	87	375
Divers	176	592
TOTAL	1 054	2 007

Le poste impôt sur les bénéfices correspond principalement aux crédits d'impôts recherche et aux acomptes versés sur l'exercice.

1.5.3.7. Trésorerie et équivalents trésorerie

	31/12/10	31/12/09
VMP (Sicav monétaires en euro)	13	13
Comptes bancaires	6 325	5 475
TOTAL	6 338	5 488

1.5.3.8. Provisions pour risques et charges

	A l'ouverture	Dotation	Reprise		A la clôture
			Avec utilisation	Sans utilisation	
Indemnités de départ à la retraite	190	28			218
Autres	218	522	173		567
Total	408	550	173		785

Les autres provisions se rapportent à des litiges commerciaux ou prud'homaux.

1.5.3.9. Passifs financiers

	Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	114	79	35	
Autres dettes financières	247	247		
Total	361	326	35	

1.5.3.10. Passifs d'impôts différés

	31/12/10	31/12/09
Sur frais de Recherche et Développements	478	906
Sur provision pour titres auto détenus	11	27
TOTAL	489	933

1.5.3.11. Autres dettes

Les principaux postes sont les suivants :

	31/12/10	31/12/09
Personnel	1 593	1 470
Organismes sociaux	1 433	1 511
Taxes sur le chiffre d'affaires	1 842	1 969
Impôts sur les bénéfices	89	406
Autres impôts et taxes	422	360
Produits constatés d'avance	2 985	3 581
Autres	139	253
Total	8 503	9 550

1.5.3.12. Chiffre d'affaires

La répartition du chiffre d'affaires par nature est la suivante :

	31/12/10	31/12/09
Licences internes	4 804	4 599
Maintenance	6 988	7 208
Prestations associées	9 635	9 287
Total	21 427	21 404

La ventilation du chiffre d'affaires s'établit comme suit par pays d'origine de facturation :

	31/12/10	31/12/09
France	21 240	21 053
Suisse	187	351
TOTAL	21 427	21 404

1.5.3.13. Effectif et charges de personnel

Au 31 décembre 2010 l'effectif est de 186 collaborateurs. En moyenne sur l'année, l'effectif a été de 201 collaborateurs.

La répartition de l'effectif au 31 décembre 2010 par qualification est :

Directeurs	9
Cadres	159
AM et employés	18
Total	186

La participation et l'intéressement des salariés comptabilisés sur l'exercice s'élèvent à 194 K€ et figurent en frais de personnel.

Les charges de personnel comprennent un produit de 0,2 K€ liés aux paiements fondés sur des actions en 2010.

1.5.3.14. Impôt sur les sociétés

Il se décompose comme suit :

Impôt dû	877
Impôt différé	-422
Total	455

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt effective s'explique comme suit (en k€):

Charge d'impôt théorique	584
Impact des charges définitivement non déductibles	41
Impact des distributions	7
Amortissement du CIR non fiscalisé	-192
Divers	15
Charge d'impôt effective	455

Les crédits d'impôt recherche 543 K€ en 2010 et 609 K€ en 2009 ont été enregistrés en diminution des frais de recherche et développement à l'actif du bilan.

1.5.3.15. Engagements hors bilan

Coheris a adressé une lettre de confort à la banque de Coheris Benelux, sans limitation de montant ni de durée.

1.5.3.16. Politique et gestion des risques

Les risques auxquels la société peut être confrontée sont présentés ci-dessous

Risque client

Coheris a plus de 1200 clients toutes activités confondues. Les 10 clients les plus importants représentent 37 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Dans ces conditions, Coheris, n'est pas dépendant d'un client particulier.

En ce qui concerne les risques de défaillance financière, les clients de Coheris sont essentiellement des grandes entreprises qui ne présentent pas de risque de ce type.

Risque de taux

Échéancier des actifs et des dettes financières.

	A 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà
Actifs financiers	6 338	392	
Passifs financiers	- 326	- 35	
Position nette avant gestion	6 012	357	
Hors bilan			
Position nette après gestion	6 012	357	

1 point de variation des taux court terme impliquerait une variation de 63 K€ des produits financiers nets de frais sur l'exercice à venir. Le coût de l'endettement financier net s'est élevé à -32 K€ sur l'exercice 2010. De part sa faible exposition au risque de taux, la société n'a pas jugé utile de mettre en place de méthode de gestion de ce risque.

Risque de change

L'exposition du Groupe au risque de change est constitué principalement des ventes négociées en CHF avec les clients de la société Coheris Switzerland diminuées des dépenses et d'éventuels investissements et remboursements d'emprunts dans cette devise.

La position nette des actifs réalisables diminuée des passifs exigibles au 31/12/2010 est de 132 KCHF.

Compte tenu de cette faible exposition en devise, la société n'a pas mis en place de méthode de suivi et de gestion de ce risque.

Risque de liquidités

Tableau synthétique recensant l'ensemble des dettes financières auprès d'établissement de crédit par catégorie, par devise :

Type d'emprunt	Montant initial en k€	Échéance	Nature du Taux	Existence de couvertures	Capital restant dû au 31/12/2010 en k€
Emprunt bancaire	150	2013	Fixe	NON	58
Emprunt bancaire	125	2011	Fixe	NON	16
Découvert bancaire	0	Na	Na	Na	
Total	275				74

Par ailleurs, la société dispose d'une trésorerie de 6 338 k€ au 31/12/2010, par conséquent le risque de liquidités est non significatif.

1.5.3.17. Litiges

Les litiges ont fait l'objet de provisions en fonction du risque estimé.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litige dont le risque envisagé nécessiterait un provisionnement supplémentaire dans les comptes au 31/12/10.

1.5.3.18. Options de souscription d'actions

L'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1999 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscriptions d'actions. Le nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 décembre 2010 est de 26 675 actions.

Le tableau ci-dessous présente le détail des actions pouvant être souscrites :

Date d'attribution des options de souscription d'action	Nombre d'actions	Valeur d'exercice (€)	Dates d'exercice
05 août 2004	19 175	4,42	Du 06 août 2008 au 05 août 2011
04 mai 2006	7 500	7,18	Du 04 mai 2010 au 03 mai 2013
TOTAL	26 675		

1.5.3.19.

1.5.3.20. Proposition d'affectation du résultat

La proposition d'affectation du résultat sera fixée lors du Conseil d'Administration du 22 avril 2011 et sera communiquée avec la convocation à l'Assemblée Générale du 22 juin 2011.

5. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Conformément à l'instruction de COB n° 2002-06, Coheris présente ci-dessous le montant des honoraires versés aux Commissaires aux Comptes et aux membres de leurs réseaux pour les deux derniers exercices.

	MAZARS				EREC			
	2009		2008		2009		2008	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés	89	100	57	100	50	100	49	100
Autres prestations	0		0		0		0	
TOTAL	89		57		50		49	

6. Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société COHERIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points présentés aux paragraphes 1.2.2.2 et 1.2.2.3 de l'annexe, relatifs respectivement :

- au traitement comptable des Transmissions Universelles de Patrimoine (TUP) intervenues au cours de l'exercice
- au traitement d'harmonisation des méthodes comptables effectué après ces opérations, notamment la reconstitution au 1er janvier 2010 de l'actif net immobilisé correspondant aux frais de développement qui auraient été activés et amortis dans les sociétés apportées si la méthode préférentielle avait été appliquée dès l'origine, ce montant étant enregistré pour sa valeur nette en immobilisations incorporelles brutes comme indiqué dans le tableau figurant au paragraphe 1.2.3.1.

II - Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2010 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note 1.2.2.3 de l'annexe expose le traitement d'harmonisation des méthodes comptables effectué après les opérations de Transmissions Universelles de Patrimoine (TUP) intervenues au cours de l'exercice. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce traitement et de la présentation qui en est faite.

Par ailleurs, la note 1.2.1.3 de l'annexe aux comptes sociaux décrit les « Règles et méthodes comptables » retenues par la société, en particulier en ce qui concerne l'évaluation des immobilisations incorporelles et la prise en compte du chiffre d'affaires. Pour ces éléments, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses retenues et vérifier le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Courbevoie et Boulogne Billancourt, le 29 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Versailles

MAZARS

EREC ASSOCIES

Raymond PETRONI

Didier LECHEVALIER

7. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société COHERIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable

que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2010 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

La note 1.3.2.3 de l'annexe expose les « Méthodes comptables » retenues par le groupe pour l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et la prise en compte du chiffre d'affaires.

Dans le cadre de notre appréciation de ces éléments, nos travaux ont consisté à vérifier leur caractère approprié, à apprécier les données et les hypothèses retenues et à vérifier le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Courbevoie et à Boulogne Billancourt, le 29 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Raymond PETRONI

EREC ASSOCIES

Didier LECHEVALIER